

A close-up, high-contrast portrait of a man, Georges Valance, looking directly at the camera. He is wearing a dark suit jacket and a patterned tie. His right hand is resting against his face, with fingers slightly spread. The lighting is dramatic, with one side of his face in shadow.

Georges Valance

VGE

une vie

Flammarion

Extrait de la publication

Georges Valance **VGE**

Pourquoi VGE ? Parce que le vent de l'Histoire est passé par là – trente ans déjà que Giscard a quitté l'Élysée et pourtant, son bilan politique reste curieusement en suspens... Incompris, mal jugé, à l'image de son septennat, écrasé entre les très riches heures gaulliennes prolongées en Pompidou et le fol espoir suscité par Mitterrand.

Pourtant, son action, indubitablement, restera dans l'histoire politique.

Giscard fut l'un des premiers à comprendre que les Trente Glorieuses touchaient à leur fin et à organiser la transition vers ce qu'il appelait la « croissance douce ». Il a vu venir la crise dans laquelle nous nous débattons encore. Il a fait face aux effets du premier choc pétrolier puis du second, et cela sans que le tissu social ne se déchire. Il a imposé des réformes au plan des mœurs, au risque de s'aliéner une partie de son électorat. À l'extérieur, face aux nouveaux défis économiques, il a « inventé » la mondialisation, esquissant un gouvernement mondial avec le G7 et relançant la construction européenne.

Sous son mandat, la France ne fut jamais ridicule ; pourtant, il n'est jamais parvenu à se faire aimer des Français, et – ironie tragique pour cette immense intelligence –, il n'a jamais vraiment compris pourquoi. Très marqué par son enfance et son milieu, il n'a pas pris la mesure de son irrémédiable différence. On se souvient de lui forçant sa nature pour se rapprocher des Français ordinaires et paraissant a contrario tristement condescendant.

Tragique, VGE l'est aussi par ses funestes choix humains – il promet Chirac qui le trahira ; par sa volonté farouche de revenir aux affaires après 1981, quitte à briguer d'obscurs mandats locaux ; par l'échec de son ultime combat politique en faveur de la Constitution européenne ; par l'étonnante immaturité affective, enfin, que révèlent ses récentes velléités romanesques... C'est cette double dimension du personnage, sa grandeur et son échec intimement liés, que Georges Valance a voulu explorer. En journaliste passionné d'enquêtes, en biographe soucieux de replacer l'homme dans son époque, il fait revivre cinquante années de vie politique tout en posant un regard neuf et dépassionné sur son personnage.

Ancien directeur délégué de la rédaction de L'Express, féru d'histoire et d'économie, Georges Valance est l'auteur d'une dizaine de livres, dont deux biographies chez Flammarion, Hausmann le grand et Thiers, révolutionnaire et bourgeois.

Flammarion

Extrait de la publication

VGE

Georges Valance

VGE

Flammarion

Extrait de la publication

© Flammarion, Paris, 2011
ISBN : 978-2-0812-1984-7

Extrait de la publication

À ma sœur Annie

AVANT-PROPOS

Il arrive que les personnages historiques usurpent leur notoriété. Avec Valéry Giscard d'Estaing, ce n'est pas le cas. Encadré, coincé entre deux destins écrasants, entre la geste gaullienne du Général et l'alternance réalisée par Mitterrand, Giscard n'a pas la place qu'il mérite dans l'histoire contemporaine de notre pays. Il a beau avoir écrit en 1970, dans un article du *Figaro* titré « Adieu postérité », que nous vivons désormais dans un monde sans mémoire et que la gratitude et la reconnaissance sont les orphelines des temps modernes, cette injustice est blessante et ne rend pas compte d'une carrière, d'une vie, d'une personnalité pensées et construites comme celles d'un personnage de roman. Pas la romance ridicule de *La Princesse et le Président*¹, qui n'est pas digne de son intelligence et de sa carrière. Le roman d'une époque, d'une ambition, du pouvoir, d'un destin à jamais inachevé.

Le roman d'une époque

Le roman de ces années 1970, la décennie du grand basculement. Découper l'histoire en tranches et, qui plus est, en décennies a quelque chose d'artificiel. Pourtant, les années 1970 présentent le profil exact d'une décennie de transition. Elles commencent dans l'euphorie de la croissance, de la voiture reine, de la génération des baby-boomers, de la libération des mœurs. Elles se poursuivent avec le décrochement du dollar de l'or, qui est pour une large part responsable des deux chocs pétroliers, et aboutissent à une crise économique et à un chômage endémique dont nous ne sommes toujours pas sortis. C'est, selon la formule de Nicolas Baverez, le passage des « Trente Glorieuses aux Trente Piteuses ». Giscard d'Estaing inaugura, si l'on ose dire, ces années de crise, et ce ne fut sans doute pas un hasard s'il fut le seul président à avoir été battu au terme de son mandat. Du moins jusqu'à ce jour.

Le roman d'une ambition

Rarement jeune patricien a été aussi minutieusement programmé pour un destin national. Rarement la mise en œuvre en a été aussi exactement réalisée. Famille, fortune, relations, guerre, grandes écoles au pluriel, excellent mariage, passage dans les cabinets ministériels, place de député abandonnée par le grand-père, secrétariat d'État aux Finances, grand argentier sous de Gaulle, le *cursus honorum* se poursuit avec une régularité de métronome. Et lorsqu'une rupture intervient, bien malgré lui, lorsqu'il est « congédié comme un valet » en 1966, Giscard en tire profit pour passer à une autre étape de sa carrière : la phase franchement politique, avec la création du parti des Républicains indépendants, le conduira à se distancier du général de Gaulle, à se rallier à Pompidou et à capter, un jour de mai 1974, l'héritage gaulliste. La carrière de VGE devrait être enseignée dans toutes les écoles qui ambitionnent de former des élites. Au moins jusqu'en 1974.

Le roman du pouvoir

C'est la dimension la plus méconnue aujourd'hui : Giscard à l'Élysée fut si attaqué qu'on en oublie qu'il y fut un homme d'action, le président de la V^e République le plus réformateur, celui qui a laissé le plus de traces dans la sphère privée et publique, sur le plan national et international. Les réformes qu'il a mises en œuvre étaient si nécessaires, si naturelles qu'on a souvent perdu la mémoire de leur gestation et de leur auteur. Sait-on toujours que, prenant conscience de la mondialisation, Giscard est à l'origine des fameux G8 ou G20 ? Se souvient-on qu'il a donné un coup de fouet à la construction européenne en obtenant l'élection du Parlement européen au suffrage universel, en mettant en place avec l'Allemagne le Système monétaire européen qui déboucha sur l'euro, en créant le Conseil européen et, plus tard, en rédigeant la « Constitution européenne », rejetée par le référendum français mais rattrapée par le traité de Lisbonne ? Le crédite-t-on d'avoir ouvert le droit de saisine du Conseil constitutionnel aux parlementaires, réforme qui était la première correction de l'antiparlementarisme de la Constitution de Gaulle ? D'avoir donné aux Parisiens le droit d'élire leur maire et d'avoir créé dans la foulée la région Île-de-France ? D'avoir amorcé le démantèlement du monopole de l'ORTF ? Sur le plan sociétal, il a imposé des réformes qui adaptèrent enfin la législation aux mœurs, quitte à choquer une partie de son électorat, lequel ne lui pardonnera pas ce courage. Il accorda le droit de vote aux jeunes de dix-huit ans, s'attaqua aux discriminations sexistes, humanisa le divorce et, scandale des scandales pour la droite dure, légalisa

l'avortement. Pompidou avait cherché à éviter une réédition de Mai 68. Giscard essaya de comprendre l'époque issue de ces événements et d'en tirer les leçons politiques. Il reculera malheureusement sur un sujet : la suppression de la peine de mort, qu'Alain Peyrefitte avait inscrite dans son projet de loi « Sécurité et liberté » au printemps 1980. Recul significatif du raidissement conservateur des dernières années du septennat et qui accompagnera la rigueur barriste, laquelle n'avait pourtant de rapport : en quoi la suppression de la peine de mort, par exemple, interdisait-elle de combattre l'inflation ? Ne pouvait-on imaginer, au contraire, la cohabitation d'une politique économique de rigueur menée par Matignon et une action réformatrice politico-sociétale inspirée par l'Élysée ? Quelle allure aurait eu un triumvirat réunissant Giscard à l'Élysée, Barre Rue de Rivoli et pourquoi pas Chaban-Delmas, « l'homme de la Nouvelle Société », à Matignon !

Le roman d'un destin inachevé

En réalité, ce glissement à droite constitue sans doute une des raisons profondes de la défaite de 1981 : engagé sur le thème du changement, le septennat de Valéry Giscard d'Estaing n'avait d'autre choix que la réforme ou l'échec. Surtout, face à François Mitterrand dont le fonds de commerce était le changement radical. Était-ce ses origines sociales, sa formation, ses réflexes de « classe » qui prenaient leur revanche ? En tout cas, Giscard, personnage beaucoup plus fragile qu'il n'y paraît, souffrira toujours de la dureté de l'exercice du pouvoir et de la violence d'une défaite qui le mit à la retraite à un âge (cinquante-cinq ans) où beaucoup d'hommes politiques commencent seulement à parvenir à des responsabilités importantes. Ce côté inachevé donne au personnage une dimension proprement tragique.

Tragique, parce que le héros n'atteint pas son Graal : être aimé des Français (et des Françaises), devenir « Valéry le bien-aimé » comme jadis son « ancêtre » Louis XV. Giscard, c'est le président qui veut être aimé et qui ne saisit pas pourquoi il ne l'est pas. Très marqué par son enfance et son milieu, il ne comprend pas pourquoi il est irrémédiablement différent. Il force sa nature qui, comme chacun sait, finit toujours par reprendre le dessus. Les gestes qu'il multiplie pour se rapprocher des Français et montrer que le cœur d'un fils de patricien bat comme le leur finiront par apparaître comme des gadgets condescendants. Sa gestion catastrophique de l'affaire des diamants tout comme ses adieux outrageusement théâtraux achevèrent de le couper des Français, qui l'avaient bien accueilli sept ans plus tôt.

Tragique aussi, parce qu'il connaît une épreuve des plus pénibles pour un leader politique : il est trahi par son camp et voit les chiraquiens se cacher à peine pour appeler leurs électeurs à voter Mitterrand en 1981.

Tragique enfin, par ses efforts désespérés pour revenir aux affaires, à l'exemple de son modèle Raymond Poincaré passant de l'Élysée à l'hôtel Matignon. Au lendemain de sa défaite de mai 1981, il aurait dû s'imposer une cure de silence, attendre que la désillusion gagne ceux de ses électeurs qui avaient glissé à gauche. Il préfère, aidé de sa seule famille, repartir de rien, briguer les mandats locaux les plus modestes, pour viser le retour rue du faubourg-Saint-Honoré, ou à l'hôtel Matignon. En vain. Même son œuvre politique ultime, la Constitution européenne, subit l'humiliation d'une défaite au référendum. Comme de Gaulle en 1969 pour sa réforme régionale...

Tragique, parce que, précisément accusé d'avoir trahi de Gaulle en 1969, VGE est un des hommes politiques français contemporains les plus fidèles à ses convictions. Rien à voir avec le retournement complet de François Mitterrand passant d'une droite marquée au socialisme, ni avec les secousses idéologiques du pompidolien Jacques Chirac prônant un jour les vertus d'un « travaillisme à la française » et le lendemain celles du libéralisme reaganien. Jeune député, Giscard se proclame « libéral, réformiste, européen, centriste ». Il ne variera pas de profession de foi. « Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent », aimait dire son premier mentor politique Edgar Faure. La girouette de Giscard est soudée à son socle. Le moins que l'on puisse dire est que les Français ne lui sauront pas gré de cette fidélité pourtant rare à ses convictions.

C'est peut-être pour cela que, lorsque, aujourd'hui, ils voient Giscard d'Estaing à la télévision, les Français, qui étaient en âge de voter en 1981, éprouvent un certain sentiment de culpabilité : n'ont-ils pas été injustes à l'égard de cet homme souvent arrogant mais à l'évidence rempli de talent et pétri de bonne volonté ? Tandis que les plus jeunes interrogent leurs parents : « Les hommes politiques de ce temps étaient-ils tous aussi intelligents ? »

Première partie

HÉRITAGES

Chapitre premier

L'OBSESSION NOBILIAIRE

« Je sais un paysan, qu'on appelait Gros-Pierre,
Qui, n'ayant pour tout bien qu'un seul quartier de terre,
Y fit tout à l'entour faire un fossé bourbeux
Et de Monsieur de l'Isle en prit le nom pompeux. »

Molière ¹

Le néologisme « particulomanie » apparaît dans *Le Figaro* daté du 14 juillet 1925 : « La particulomanie est une maladie qui sévit surtout en France depuis que nous vivons sous un régime républicain. » Et s'il est une famille affectée, précise le chroniqueur, c'est assurément celle des « sieurs Giscard » que le Conseil d'État a autorisés à ajouter à leur nom patronymique celui de « d'Estaing ». La décision date déjà de trois ans mais l'affaire vient de rebondir. Deux familles, les Levezon de Vésins et les Boysseulh, n'ont jamais accepté cette décision et ont fait appel devant la haute juridiction. Elles arguent de leurs aïeules d'Estaing pour s'opposer à ce que les Giscard, « personnes d'ailleurs fort honorables », « portent un nom noble qui n'a pas été celui de leurs ancêtres ». Les Giscard, de leur côté, mettent en avant Lucie-Madeleine d'Estaing, décédée en 1844, ascendance sur laquelle les conseillers d'État avaient fondé leur décision de 1922. Trois ans plus tard, en cet été 1925, ils confirment leur avis en rejetant la requête des Levezon de Vésins et des Boysseulh : les Giscard peuvent continuer à s'appeler Giscard d'Estaing. Mais, étrangement, les conseillers ont évité de se prononcer à nouveau sur le fond, appuyant leur décision sur le seul fait que les plaignants ne peuvent prétendre « subir un préjudice puisqu'ils ne portent pas le nom de d'Estaing ».

L'affaire relèverait davantage de l'anecdote mondaine que de l'histoire politique si cette obsession généalogique et nobiliaire n'était devenue héréditaire et n'allait avoir tant d'importance dans l'imaginaire, sinon

dans le destin, du futur président de la République Valéry Giscard d'Estaing. Elle lui imprimerait une marque aristocratique qui le couperait du peuple français, malgré tous ses efforts pour s'en rapprocher. Peut-être explique-t-elle aussi pourquoi il lui fut si difficile d'accepter son échec en 1981 et donc de rebondir : en quelque sorte, le pouvoir lui était dû. On peut encore y voir l'origine des fantasmes du « président et de la princesse » : n'était-ce pas là une histoire d'amour entre un quasi-roi et une quasi-reine ? Il convient donc de s'arrêter à cette obsession nobiliaire et d'en retrouver les prémices dans la famille du futur président.

« Si l'on se réfère à la filiation rigoureusement établie par les registres paroissiaux, le premier Giscard dont nous suivrons la trace à travers douze générations s'appelle François. Il est né sous le règne d'Henri IV, à Marvejols, au cœur du Gévaudan². » François Giscard est un propriétaire terrien possédant la belle demeure de Montplaisir, aux portes de Marvejols. Et un calviniste déclaré : son fils Pierre se marie au temple en 1676. Mais son petit-fils Barthélemy, né quatre ans plus tard, se marie, lui, à l'église catholique en 1707. Que s'est-il passé entre-temps ? Tout simplement, si l'on ose dire, la révocation de l'édit de Nantes par Louis XIV et, de 1702 à 1705, la révolte des Camisards. Les Giscard n'ont pas une âme de martyr, ni l'envie de quitter leur belle demeure pour gagner les Pays-Bas ou la Prusse. Même si plus tard, Edmond Giscard d'Estaing, le père du futur président de la République, cherchera curieusement à justifier cette réaction bien naturelle de survie à la violence de l'État : les Giscard seraient redevenus catholiques parce que, depuis les réformes apportées à l'Église catholique par le concile de Trente un siècle plus tôt, la Réforme protestante n'aurait plus eu de sens. Quoi qu'il en soit, qu'elle soit revenue au catholicisme par conviction, par contrainte ou par opportunisme, la famille Giscard poursuit son ascension sociale tout au long du XVIII^e siècle en menant une politique matrimoniale habile et suivie qui la lie aux bonnes familles du Gévaudan.

Au début du siècle suivant, Barthélemy Martial Giscard abandonne la région de Marvejols pour l'Auvergne. En 1818, il épouse, à Saint-Amant-Tallende, Élise de Cousin de La Tour Fondue, fille du comte Jean-Guy de La Tour Fondue, lieutenant au régiment de Bourgogne, et de Lucie-Madeleine d'Estaing. Ce mariage doit être marqué d'une pierre blanche puisqu'il est le premier lien entre les Giscard et les d'Estaing, vieille famille de noblesse d'épée. Que Barthélemy ait été très sensible à cette alliance avec du sang bleu, rien n'est moins sûr. La preuve en est que, noceur impénitent, il vend ses biens et gagne bientôt Paris, abandonnant en Auvergne son épouse, sa fille Noémie et son fils Théodore. Ce dernier, qui deviendra magistrat, ne se souciera jamais de relever le nom des La Tour Fondue ou des d'Estaing, pas plus que son propre fils Valéry, le

grand-père du président de la République. Valéry Giscard est juriste comme son père, avocat à Clermont-Ferrand puis conseiller à la cour d'appel de Riom. C'est un humaniste de l'ancien temps, préférant la lecture des grands auteurs à celle des chartes nobiliaires. « Il lisait Horace dans le texte, Dante Alighieri en italien et Don Quichotte en espagnol³. »

Les chasseurs de particule

Ses deux fils, René et Edmond, n'auront pas cette sagesse. Trois ans après la mort de leur père, en 1919, ils se mettent en tête de devenir nobles. Conformisme d'époque ? Le relèvement de noms disparus est effectivement dans l'air du temps au lendemain de la Première Guerre mondiale qui a enseveli tant de patronymes. Une loi du 2 juillet 1923 autorise d'ailleurs le relèvement du nom des nobles morts pour la France. La stratégie professionnelle pouvait aussi motiver les deux frères. L'anoblissement, en effet, facilite alors grandement l'entrée dans les conseils d'administration des banques et des compagnies d'assurances, où se bousculent les particules. Ainsi, l'entre-deux-guerres voit déferler une vague d'anoblissements par voie administrative, comme en font foi le *Bulletin des lois* ou le *Journal officiel*. On y trouve, par exemple, un Benoît mué en Benoît de Nyvenheim, un Pineau en Pineau de Beaurepaire, ou encore Jacques Pinot, le très influent secrétaire général du Comité des forges (que nous retrouverons plus loin), devenant Pinot-Périgord de Villechenon.

Pour être anoblis, René et Edmond, le futur père de Valéry, entreprennent de relever le nom de leur arrière-grand-mère, Gilberte de Cousin de La Tour Fondue. Ils entament la procédure légale, déposent leur demande au ministère de la Justice qui instruit le dossier et le transmet au Conseil d'État, lequel doit donner un avis déterminant. Il revient au Conseil, en particulier, de vérifier s'il n'y a plus d'ayant droit vivant pouvant s'opposer à l'opération. Surprise ! Une descendante des Cousin de La Tour Fondue, résidant en Amérique du Nord, se fait connaître et proteste : « Tant que je vivrai, nul ne pourra se prévaloir du nom des La Tour Fondue. » Oublié ce patronyme qui n'aurait d'ailleurs pas été agréable à porter pour un homme politique. Les deux frères se remettent en chasse. Selon la tradition familiale, le nom d'Estaing leur serait venu à l'esprit en canotant un jour d'été sur le lac Chambon où se mire le château de Murols.

« À qui est-ce ? demande Edmond.

— À la famille d'Estaing, répond René qui a une illumination : je crois qu'ils ont encore des descendants mais on peut toujours voir. »

Il est difficile de croire que les deux frères n'y aient pas pensé plus tôt : ces chasseurs de particule ne savaient-ils pas que la mère de leur arrière-

grand-mère La Tour Fondue était née d'Estaing ? Quoi qu'il en soit, ils lancent une nouvelle procédure et le Conseil d'État donne, cette fois, un avis favorable, sans que, comme il a été dit, la voix de René ait été nécessaire : il n'appartenait pas à la section devant laquelle est passé le dossier. En revanche, c'est bien à cause de l'appartenance de René au Conseil d'État que l'opération se fait en deux temps : un premier décret du 17 juin 1922 autorise Edmond et ses deux oncles Joseph et Philippe à relever le nom d'Estaing ; un second, du 16 janvier suivant, étend la mesure à René. Jacques Giscard d'Estaing, fils de René et cousin germain de l'ex-président, explique : « Mon père n'a pas voulu figurer sur la première demande pour qu'on ne dise pas qu'il a usé de son influence au Conseil d'État ⁴. » Bien faible rempart contre la médisance... À noter que les fils du juriste Valéry Giscard veillent à bien verrouiller l'opération : afin qu'il n'y ait pas traces de roturiers dans la famille, ils joignent à leur dossier devant le Conseil d'État le cas des deux frères de leur père, Philippe et Joseph ⁵.

L'anoblissement des Giscard ne passe pas inaperçu dans les salons de la noblesse française. On l'a vu, deux familles liées aux d'Estaing, les Levezon de Vésins et les Boysseulh vont devant le Conseil d'État et sont déboutées. Mais plus généralement, c'est le Tout-Paris aristocratique qui renâcle ou se moque. René est surnommé « M. de Puipeu » par ses collègues du Conseil d'État. Cet état d'esprit à l'égard des Giscard d'Estaing ne cessera jamais. *Le Cahier noir*⁶ de Charondas sur la fausse noblesse, qui fait autorité en la matière depuis les années 1950, note encore avec une sobriété blessante : « Giscard d'Estaing. Auvergne. Petite bourgeoisie du XVIII^e siècle. » À noter que, toujours dans la « fausse noblesse », les Galouzeau de Villepin sont rangés dans la « moyenne bourgeoisie » et que la note consacrée aux Sauvage de Brantes, la famille de l'épouse de Valéry Giscard d'Estaing, précise : « Sauvage, ils sont Brantes par un décret impérial du 6 août 1863. Marquis romain en 1898. Ils s'allient quelques années plus tard aux Faucigny-Lucinge, ces grands princes savoisiens, et aussi aux Giscard d'Estaing, ces MM. de Puipeu. »

L'ascendance de l'amiral

Pouvoir s'adjoindre le nom d'Estaing constitue pour la famille Giscard une formidable conquête, même si le Conseil d'État ne l'autorise pas à reprendre le titre de comte détenu par l'amiral d'Estaing. « Un beau nom d'emprunt », aurait aussi moqué de Gaulle, lorsque VGE, ministre des Finances, proposa de baptiser ainsi l'emprunt d'État qu'il s'appêtait à lancer. Un beau nom de noblesse d'épée qui remonterait au XI^e siècle. Ses armes « d'azur à trois fleurs de lys d'or et au chef d'or » auraient été

données à un Dieudonné d'Estaing qui aurait sauvé Philippe Auguste à Bouvines en 1214. Historiquement plus assurée est la saga de l'amiral comte d'Estaing. D'abord colonel du régiment de Rouergue-infanterie, puis lieutenant de Lally-Tollendal aux Indes, il passe dans la magnifique marine que Louis XVI donne à la France. Et c'est comme chef d'escadre qu'il participe victorieusement à la guerre d'Indépendance d'Amérique avant de diriger la garde nationale en juillet 1789 et d'être guillotiné sous la Terreur.

C'est de cet amiral comte que prétendent descendre les Giscard, et jusqu'à Valéry qui, dans une lettre datée du 19 juin 1959, écrivait encore : « L'amiral est mon arrière-grand-oncle. Nous descendons de son cousin germain⁷. » Aussi, à peine devenus d'Estaing, les deux frères René et Edmond se lancent-ils un nouveau défi : se faire accepter au sein de la branche française de la Société des Cincinnati. Fondée en 1793, cette société rassemble les descendants directs des généraux et amiraux, colonels et capitaines de vaisseau ayant combattu pendant la guerre d'Indépendance américaine. C'est, sans conteste, le club le plus chic et le plus fermé des États-Unis et de France. Y être admis permettrait aux deux frères de s'imposer définitivement dans la noblesse française, tout en faisant admettre leur filiation avec l'amiral comte que les rumeurs contestent.

René, le conseiller d'État, se livre à un véritable forcing. Il parvient même à participer, en juin 1928, au dîner annuel de la branche française de la Société. Mais c'est un coup de trop. Cette présence relance la polémique avec la famille Boyssseulh qui n'avait jamais tout à fait lâché prise. Le 19 août 1928, *Le Figaro* et *Le Gaulois* publient tous deux dans leur carnet mondain la même « précision » émanant du marquis de Boyssseulh : « La famille d'Estaing dont MM. Giscard ont obtenu de relever le nom en 1923 n'a aucun lien de parenté avec la famille de l'amiral comte d'Estaing, le combattant d'Amérique, son arrière-grand-oncle, celui-ci, mort sans postérité, n'ayant laissé qu'une sœur unique et unique héritière, Lucie-Madeleine d'Estaing, comtesse de Boyssseulh. » Consultées à leur tour, les autorités de la Société des Cincinnati répondent que René Giscard d'Estaing ne remplit pas la condition d'admission de base, à savoir être « l'aîné de la postérité mâle ou, à défaut de celle-ci, des branches collatérales ». L'amiral étant mort sans postérité et les Giscard d'Estaing étant reliés aux d'Estaing par les femmes, le débat semble clos.

C'est compter sans l'acharnement des deux frères qui, chassés par la porte, reviennent par la fenêtre. Surtout René, très actif au comité France-Amérique et dont l'épouse trace son chemin au chapitre Rochambeau, qui réunit les dames de la Société des Cincinnati. En février 1938, René lit devant ces dames des lettres de l'amiral à George Washington. La

Société ne fléchit pas. Valéry, devenu ministre des Finances, reprend à son compte la prétention de son oncle. En vain, une nouvelle fois. Antoine de Tarlé, membre de la branche française, raconte : « VGE a voulu entrer quand il était ministre. Il prétendait occuper le siège de l'amiral. La "commission des preuves" a étudié le dossier et a retoqué sa candidature⁸. » Nouvelle offensive lorsque VGE est élu président de la République. Il invite alors à l'Élysée les membres des Cincinnati dans une mise en scène sans ambiguïté : la disposition des tables reproduit celle de la bataille navale des Saintes, gagnée par l'amiral. Giscard étant le président de la patrie de Lafayette, la situation est plus délicate pour les Cincinnati. « Nous avons cherché une solution élégante, poursuit Tarlé : la Société générale qui siège à Washington l'a choisi comme "membre honoraire de Cincinnati à vie". » Honneur qui a été finalement octroyé en 2009 à son fils Louis, officiellement en tant que président du groupe parlementaire France-États-Unis. En réalité, la Société compte ainsi « bloquer toute revendication future sur le siège de l'amiral ».

Cette mise en question incessante contraindra les Giscard d'Estaing à préciser ou à reconnaître qu'ils ne descendent pas directement de l'amiral mais d'une autre branche. En fait, leur aïeule d'Estaing était au mieux (cette filiation est également contestée) une lointaine cousine au sixième degré de l'amiral. Valéry Giscard d'Estaing semble finalement s'être replié sur cette version modeste de la filiation d'Estaing, si l'on se fie à l'arbre généalogique qu'il a fait dessiner sur le mur d'une salle de son château aveyronnais. Dans ce même château, il n'en expose pas moins, non sans ambiguïté, un portrait de l'amiral trouvé aux États-Unis.

La qualité du sang

Une telle rage du nom et de la noblesse, rage héréditaire qui plus est, ne manque pas de surprendre dans une famille aux origines bourgeoises et même paysannes, qui peut être fière de son ascension sociale. Valéry a certes hérité de l'obsession de son père, Edmond, à laquelle il aurait été difficile d'échapper. Mais il a aussi été très influencé par sa mère, May Giscard d'Estaing, née Bardoux, qui partageait féroce cette passion nobiliaire. Le père de May, Jacques Bardoux, était un pur produit de la bourgeoisie provinciale, mais sa mère, Geneviève Picot, pouvait faire valoir des origines aristocratiques et même royales. Les origines aristocratiques sont avérées : la mère de Geneviève, l'épouse du grand bourgeois Georges Picot, était la fille du comte de Montalivet, ministre de l'Intérieur de Louis-Philippe. VGE le dit aujourd'hui encore avec fierté : « Ma mère avait des manières et un physique très aristocratiques. Physiquement elle était une Montalivet⁹. » Elle aurait même du sang des Bourbons,

Mise en page par Meta-systems
59100 Roubaix

N° d'édition : L.01EHBN000239.N001
Dépôt légal : octobre 2011

Extrait de la publication